

Présidentielle en Iran : la question nucléaire revient en force



L'élection intervient alors que le pays fait face à de lourds dossiers régionaux – avec un terrain potentiellement explosif au Liban –, une crise économique qui s'approfondit et les manquements de ses engagements sur son programme nucléaire qui reviennent sur le devant de la scène.

Virginie Robert

Précipitée par la mort d'Ebrahim Raïssi dans un accident d'hélicoptère, l'élection présidentielle qui se tient ce 28 juin en Iran va être l'occasion d'observer si le régime – tant décrié par la population – a encore la capacité de mobiliser les électeurs. Et de déterminer quels seront les courants, parmi les conservateurs, qui prendront l'ascendant. Ces derniers pèseront en effet sur la seule question qui importe vraiment : la succession du guide suprême, Ali Khameneï. Agé de 85 ans, il est la plus haute personnalité politique et religieuse qui décide de toutes les orientations stratégiques de l'Etat. La disparition de l'ancien président, pressenti pour lui succéder, rouvre le jeu et suscite les convoitises des gardiens de la révolution, qui voudrait un homme à leur main.

L'élection se tient dans une période hautement volatile – crise économique et sociale en Iran, incertitudes sur la suite du programme nucléaire iranien et forte instabilité régionale qui s'exprime dans une confrontation de plus en plus directe avec Israël. Six candidats ont été validés par le Conseil des gardiens

pour le scrutin présidentiel. Parmi les cinq conservateurs, on trouve le président de l'Assemblée consultative islamique, Mohammad Bagher Ghalibaf, proche des gardiens de la révolution. « *Ghalibaf est plus pragmatique que Saïd Jalili, également candidat. Ce dernier est un doctrinaire qui a été un négociateur intraitable sur le nucléaire et qui dirige la faction ultraconservatrice Paydari. Ghalibaf est sans doute poussé par Ali Khameneï, inquiet de l'influence de ce clan* », analyse Michel Makinsky, chercheur associé à l'Institut de prospective et de sécurité en Europe (Ipsé).

Un seul candidat réformateur est en lice : Masoud Pezeshkian. Deux anciens présidents ont plaidé en sa faveur : Hassan Rohani et Mohammad Khatami. « *Accepter un réformateur, c'est peut-être une façon de lutter contre l'abstention. Mais les cinq autres candidatures vont disperser les voix côté conservateurs* », constate Antoine Basbous, associé de Forward Global et directeur de l'Observatoire des pays arabes. La participation reste un enjeu pour le régime. Lors des dernières législatives, le taux d'abstention au niveau national s'est élevé à 59 %. L'annulation de la condamnation à mort du

célèbre rappeur Toomaj Salehi, emprisonné depuis plus d'un an et demi pour son soutien au mouvement de protestation de 2022, se veut un geste d'apaisement avant le scrutin.

Pressions

« *C'est un régime qui ne vit que par la répression et non par l'adhésion* », souligne Antoine Basbous. La « révolte des voiles », après la mort de Mahsa Amini, a causé plus de 300 morts. Les Iraniens supportent de plus en plus mal les pressions sociales et les pénuries qui résultent d'années de sanctions internationales. Des visiteurs récemment revenus d'Iran racontent avoir lu des affichettes où des personnes proposent de vendre un rein pour 4.000 dollars.

L'économie ne s'est pas effondrée, car l'Iran continue d'exporter au rabais du pétrole vers la Chine et fait commerce de drones avec la Russie. Le pays est couvert de fermes de bitcoin qui permettent d'échapper aux sanctions sur les devises. Il a continué à financer des milices dans tout le Moyen-Orient.

L'influence de l'Iran se manifeste sur une multitude de dossiers régionaux (Israël, Liban, Irak, Syrie, Yé-

men) et il a été en soutien des attentats perpétrés par le Hamas le 7 octobre 2023. Téhéran n'a pas hésité à frapper militairement ces dernières années l'Arabie saoudite (14 septembre 2019), l'Irak et la Syrie (15 janvier 2024), le Pakistan (16 janvier 2024) et tout dernièrement Israël (13 avril 2024). La tension est de plus en plus vive entre Israël et le Hezbollah. Une offensive de l'Etat hébreu pourrait susciter une intervention iranienne et donner l'occasion à Israël de frapper l'Iran. Ni Washington ni Riyad ne veulent de ce scénario.

Dissuasion

Les manquements de Téhéran aux engagements de surveillance de son programme nucléaire pris avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), un changement potentiel de doctrine signalé sur la fabrication d'une arme nucléaire – qui deviendrait possible si l'existence de l'Iran était menacée – et le fait de frapper des puissances dotées (Pakistan et Israël), sont « *le signe que l'Iran veut contourner le principe de dissuasion et se dirige vers une confrontation régionale et globale avec ses proxys contre Israël* », estime un diplomate.

A Vienne, le conseil des gouverneurs de l'AIEA vient d'adopter une résolution qui souligne les manquements de l'Iran et veut le pousser à revenir dans un processus de discussion. La conversation pourrait se renouer avec deux fins connaisseurs du dossier qui ont récemment retrouvé de l'influence à Téhéran. Ali Bagheri, un ancien négociateur, a succédé au ministre des Affaires étrangères qui a été tué dans l'accident d'hélicoptère. Et Ali Shamkhani qui « *a été l'artisan du très important accord saoudo-iranien du 10 mars 2023, un pas important en faveur d'une détente régionale* », observe Michel Makinsky. L'Arabie saoudite n'a d'ailleurs pas voté la résolution.

Parce que l'accord sur le nucléaire de 2015 (JCPOA) doit expirer en octobre 2025, il est devenu nécessaire de rétablir un processus de discussions avec l'Iran avant la reprise de négociations. La menace de la mise en œuvre de la clause de snapback du JCPOA (qui rétablirait certaines sanctions) est une option, comme celle d'obtenir de nouveaux gages de l'Iran pour les adoucir. L'urgence économique pourrait ramener le régime, et le futur président, sur le dossier nucléaire. ■